

# **Avenant à l'Accord de Participation du Groupe France Télécom**

# AVENANT A L'ACCORD DE PARTICIPATION DU GROUPE FRANCE TELECOM

Avenant à l'accord de Participation conclu le 19 novembre 1997, entre les soussignés :

La société France Télécom S.A dont le siège social est situé 6 place d'Alleray, 75505 Paris Cedex 15, représentée par Michel BON en sa qualité de Président Directeur Général.

Les sociétés entrant dans le champ d'application de l'accord de participation du groupe France Télécom en date du 19 novembre 1997, représentées par Michel BON, ayant reçu mandat de chacune des sociétés, lesquelles constituent le groupe France Télécom au sens du présent avenant.

d'une part,

Et les représentants, dûment mandatés à cet effet, des organisations syndicales signataires de l'accord de groupe conclu le 19 novembre 1997 :

Pour la CFDT : Nicole Baudry

Pour la CFE-CGC : Michel HOCQUET

Pour la CFTC : Marc Naouche

Pour FO : ECUYER Pierre

d'autre part,

PE  
NB  
13

Toujours soucieux de limiter l'effet sur la participation d'événements exceptionnels aux activités opérationnelles du groupe, et à l'implication des salariés, les parties signataires conviennent de modifier le mode de calcul dérogatoire pour la détermination de la réserve spéciale de participation de l'ensemble des sociétés du groupe.

Etant entendu que cette réserve doit, conformément à la loi, être supérieure ou égale à la réserve spéciale de participation telle qu'elle résulterait de la formule légale.

En conséquence, l'article 3 de l'accord de groupe conclu le 19 novembre 1997 est rédigé comme suit :

### **Article 3 : Calcul de la réserve spéciale de participation du Groupe**

La somme attribuée à l'ensemble des bénéficiaires au titre des résultats des entreprises du Groupe est appelée Réserve Spéciale de Participation du Groupe.

Le calcul de la Réserve Spéciale de Participation du Groupe s'effectue dans les conditions suivantes :

❶ La RSP propre à chacune des sociétés comprises dans le périmètre de l'accord, est calculée de la façon suivante :

$$RSP = \frac{(B - 0\%C) \times S/VA}{2}$$

où

- **RSP** est le montant de la Réserve Spéciale de Participation de l'entreprise concernée
- **B** représente le résultat opérationnel courant de l'entreprise (soit le résultat d'exploitation, hors charges et produits financiers, et avant impact des charges et produits exceptionnels, et s'entend avant impôt sur les sociétés), réalisé en France métropolitaine et dans les départements d'Outre-mer, diminué des charges financières et d'un impôt fictif calculé au taux de droit commun et, le cas échéant, augmenté de la provision pour investissement, telle que prévue par l'article L. 442-2 du Code du Travail.

Le résultat opérationnel courant doit être attesté par le commissaire aux comptes.

- **C** représente les capitaux propres de l'entreprise investis en France.
- **S** représente les salaires bruts versés au cours de l'exercice qui sont soumis à la taxe sur les salaires définie à l'article 231 du Code général des impôts.
- **VA** représente la valeur ajoutée de l'entreprise déterminée en faisant le total des postes suivants :
  - charges de personnel,
  - impôts, taxes et versements assimilés à l'exclusion des taxes sur le chiffre d'affaires,
  - charges financières,
  - dotations de l'exercice aux amortissements,
  - dotations de l'exercice aux provisions, à l'exclusion des dotations figurant dans les charges exceptionnelles,
  - résultat opérationnel courant.

Toutefois, ces éléments ne sont pris en compte que pour autant qu'ils concourent à la formation d'un bénéfice réalisé en France métropolitaine et dans les départements d'Outre-mer.

7E *at* *nn*  
*an* 13

② La Réserve Spéciale de Participation de chaque société ne pourra pas dépasser la limite de la moitié du bénéfice net comptable, lorsqu'il est fait application du mode de calcul dérogatoire décrit au ① ci-dessus.

③ Le montant maximum de la réserve spéciale de participation est égal pour chaque société à 10% du résultat opérationnel courant tel que défini au ① ci-dessus, diminué des charges financières et avant impôt fictif calculé au taux de droit commun.

④ La Réserve Spéciale de Participation du Groupe est égale à la somme des RSP positives ainsi dégagées au niveau de chaque société.

⑤ Par ailleurs, en application du principe d'équivalence des avantages, la réserve spéciale de participation du groupe, lorsqu'il est fait application du mode de calcul dérogatoire décrit au ① ci-dessus, ne pourra être inférieure à la somme des réserves spéciales de participation de l'ensemble des sociétés soumises au présent accord calculées conformément au droit commun.

Toutes les autres dispositions de l'accord de Participation du groupe France Télécom sont inchangées étant entendu que le présent avenant rend caduc l'avenant du 1<sup>er</sup> février 2000.

1)

PE

HA

h3

nn

Un exemplaire de cet accord est remis à chaque signataire. Dès sa conclusion, le présent accord sera déposé par l'entreprise, en cinq exemplaires, à la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi du siège de France Télécom S.A.

Fait à Paris, le 29 juin 2001

France Télécom

*Michel Bon*

Michel BON  
Président Directeur Général

Les organisations syndicales

Pour la CFDT :

*N. Brandy*

Pour la CFE-CGC :

*Michel H.*

Pour la CFTC :

*Mauro*

Pour FO :

*B. F.*